

# FANTASMES ET PHOBIES DANS LE DISCOURS EUROSCEPTIQUE ANGLAIS

En annonçant le 20 avril dernier son intention d'organiser un référendum sur le projet de constitution européenne, Tony Blair a créé, Outre-Manche, un véritable séisme politique. Il faut dire qu'avec seulement seize pour cent de ses compatriotes se déclarant favorables au texte (1), le Premier ministre a pris un risque majeur. Interpellé sur les motifs de sa décision,

il a fait valoir le besoin d'un « *vrai débat ouvert avec le peuple* », destiné à contrer d'incessantes campagnes contre l'Europe, qui selon lui « *déforment grossièrement* » les termes du problème. À quoi faisait-il ainsi référence ? Qui sont les eurosceptiques anglais ? (2)

PAR **Romain LAUNAY**, INGÉNIEUR DES MINES

Le débat sur l'attitude à adopter face à la construction européenne n'a cessé, depuis un demi-siècle, d'agiter violemment la Grande-Bretagne. Solidement ancré dans les partis et relayé par une presse puissante, un phénomène durable est né : l'euroscepticisme. On trouve certes, dans tous les pays de l'Union européenne, des citoyens réservés, voire hostiles, à un mouvement auquel ils n'adhèrent guère. Mais l'originalité anglaise tient à la force d'évocation d'un discours qui allie, dans un mélange improbable, des fantasmes identitaires enracinés au plus profond d'un inconscient collectif riche en mythologies communes, et un pragmatisme qui tranche avec la vision continentale du projet européen. C'est un fait : l'opinion britannique est, parmi

celles des pays membres, l'une des plus hostiles à la construction européenne. Depuis que l'institut MORI lui pose et repose à échéances régulières la question rituelle : « *Si vous deviez vous prononcer aujourd'hui dans un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, comment voteriez-vous ?* », la proportion de « *Non* » ne descend pas en dessous d'un niveau élevé : elle atteignait ainsi, en juin 2003, les 46 %. Mais, davantage que la dizaine de points d'euroscepticisme qui séparent l'Anglais du Continental moyen, ce sont les attitudes des principaux partis, d'une part, et de la presse, d'autre part, qui donnent leur marque distinctive à cette donnée de fond de la vie politique insulaire.

(1) Sondage YouGov réalisé pour le quotidien *The Sun* entre le 15 et le 17 avril 2004, auprès d'un échantillon de 2 642 personnes.

(2) Cet article reprend et approfondit une analyse du même auteur parue dans la *Gazette de la société et des techniques* n° 27 (juillet 2003), sous le titre « L'euroscepticisme anglais entre fantasmes et pragmatisme ».

## L'EUROSCEPTICISME AU CŒUR DES PARTIS

Du côté des deux principaux partis politiques, les doutes envers l'Europe n'ont jamais disparu. Reprenons la distinction établie par des universitaires [cf. D. Baker, A. Gamble, D. Seawright, N. Randall] entre « *hard eurosceptics* » (eurosceptiques radicaux), souhaitant quitter l'Europe, et « *soft eurosceptics* » (eurosceptiques modérés), souhaitant seulement en limiter au maximum les pouvoirs. D'après un sondage effectué auprès des parlementaires britanniques en 2002, il y a aujourd'hui un bon quart d'eurosceptiques radicaux au sein du parti Tory. Ajoutés aux modérés, ils représentent même les deux tiers des effectifs du parti conservateur. Fait tout aussi remarquable, les « *soft eurosceptics* » sont loin d'être anecdotiques au sein du *Labour*.

De telles réserves, au cœur même des partis de gouvernement, distinguent la Grande-Bretagne de ses partenaires, chez qui l'euroscepticisme est essentiellement présent sous sa forme dure, quoique cantonné à des formations politiques moins établies, même si elles disposent parfois d'une base électorale conséquente (3).

Il est intéressant de constater, en particulier dans le cadre d'une explication culturelle de ses motifs, comment le phénomène, jamais démenti, s'est déplacé, sans rien perdre de sa vigueur d'un parti à l'autre. À l'origine, et jusqu'aux années 1980, l'hostilité provient surtout du *Labour*, ou de l'*Old Labour* comme on dirait aujourd'hui, qui rechigne à adhérer à « *un club de capitalistes* » et redoute à l'époque l'harmonisation par le bas du *welfare system* britannique. Arrivé au pouvoir juste après l'adhésion de la Grande-Bretagne, conduite par le conservateur Edward Heath, le travailliste Harold Wilson doit ainsi militer pour le « *Oui* » au référendum (4), contre une majorité des deux tiers de son propre parti. Au cours des années 1980, les conservateurs de Margaret Thatcher reprennent le flambeau eurosceptique, dans des termes très différents : inquiets des pouvoirs croissants de Bruxelles, ils prônent une autre approche de l'Europe (5). C'est la grande époque des campagnes anti-européennes dans les tabloïds anglais, très hostiles à Jacques Delors en particulier, et du pragmatisme des négociateurs britanniques à Bruxelles, du reste enthousiastes à propos de certaines évolutions comme, par exemple, la libéralisation du Marché Unique.

(3) Ce particularisme britannique disparaît avec l'adhésion des dix nouveaux pays membres (cf. *Crossing Europe : Patterns of Contemporary Party-Base Euroscepticism in EU Member States and the Candidate States of Central and Eastern Europe*). Mais c'est un autre sujet...

(4) Une nouveauté institutionnelle au Royaume-Uni, mise en place spécialement pour l'occasion.

(5) Pour une illustration, cf. le *Discours de Bruges* prononcé par Margaret Thatcher en septembre 1998, un manifeste pour de nombreux eurosceptiques aujourd'hui encore (www.brugesgroup.com par exemple).

Après la période Major, plus ambiguë et marquée par de fortes dissensions internes chez les *Tories*, quel est le paysage de l'ère Blair ?

Du côté des *Tories*, l'élément clé est l'affirmation du pouvoir des eurosceptiques. Mal à l'aise sous John Major, ils ont eu depuis la satisfaction de voir élire systématiquement l'un des leurs à la tête du parti avec, successivement : William Hague, Ian Duncan Smith et Michael Howard. Cela correspond certes aux attentes d'une majorité de l'électorat conservateur, mais n'est sans doute pas non plus étranger au mode de désignation du leader tory, élu par des militants qui sont, pour les deux tiers, retraités ou sur le point de l'être... Or la méfiance face à la construction européenne est, c'est établi, une fonction croissante de l'âge (6).

Du côté des travaillistes, le Premier ministre dispose d'une claire majorité pro-européenne. Mais, on l'a vu, les sceptiques ne peuvent être tout à fait ignorés. On note par ailleurs une certaine baisse d'enthousiasme, le *New Labour* étant moins enclin qu'à ses débuts à faire de l'Europe un cheval de bataille.

## LA PRESSE ET L'EUROBASHING

L'euroscepticisme anglais ne serait pas ce qu'il est sans le rôle de la presse et ses campagnes d'« *eurobashing* », c'est-à-dire de dénigrement de l'Europe.

Le poids des tabloïds, prompts à s'abandonner à la facilité d'une certaine forme de discours anti-européen, explique la vigueur de ces campagnes. Avec une diffusion quotidienne de plus de dix millions d'exemplaires, leurs ventes sont quatre fois plus élevées que celles des journaux de qualité, les *broadsheets*, et la propension au sensationnel de leurs unes est bien connue : « *La fin de notre nation!* » (*The Sun*), « *L'ébauche d'une tyrannie!* » ou « *Le bûcher de nos libertés!* » (*The Daily Mail*) sont ainsi quelques exemples de réactions au sujet de l'euro ou du projet de Constitution européenne.

Mais tous les tabloïds ne sont pas hostiles à l'Europe. De plus, la plus grande partie des journaux britanniques a appelé à voter pour l'europhile Tony Blair lors des dernières élections législatives (7). Comment expliquer dès lors la prépondérance de la presse eurosceptique dans le paysage actuel (8) ? L'examen des positions des principaux journaux fait ressortir nette-

(6) Cf. *The battle for the Tory party*, *The Economist*, 19 juillet 2001.

(7) Aux seules exceptions notables du *Daily Mail* et du *Daily Telegraph*.

(8) Si l'on prend l'attitude face à la monnaie unique comme critère, les principaux journaux eurosceptiques totalisent un tirage de 7,7 millions d'exemplaires, contre 4,9 millions pour les autres (cf. « *Britain in the euro?* » : *British newspaper editorial coverage of the introduction of the euro*).

ment deux d'entre eux qui, bien qu'ayant soutenu le Premier ministre, ne partagent pas ses convictions européennes, et qui, combinés au *Daily Mail* et au *Daily Telegraph*, font pencher la balance du côté eurosceptique. Il s'agit du *Sun*, premier quotidien anglais, et du *Times*. Nous venons de nommer les deux fers de lance du groupe de télécommunications NewsCorp, possédé par l'homme d'affaires d'origine australienne Rupert Murdoch, dont l'opinion personnelle sur l'Europe est, de notoriété publique, très réservée.

### MAIS QUI SONT DONC LES EUROSCEPTIQUES ?

À force de disséquer les idiosyncrasies des partis et de la presse anglaise, on en perdrait presque de vue les eurosceptiques eux-mêmes. Qui sont-ils ? Forment-ils un groupe homogène, et sinon, comment les classer ? Les sensibilités partisans, on l'a vu, ne sont pas un critère éclairant. Dans ces conditions, la distinction entre « *soft* » et « *hard* », que nous traduisons respectivement par modérés et radicaux, est une première grille d'analyse. Mais il est sans doute tout aussi pertinent de distinguer les eurosceptiques, non pas selon leurs thèses (réduction des pouvoirs de l'Union ou retrait pur et simple de la Grande-Bretagne), mais selon les ressorts de leurs convictions.

On est alors amené à opposer les « *eurosceptiques pragmatiques* », constructifs, rationnels et qui ont généralement d'ailleurs de la sympathie pour l'Europe (sinon pour Bruxelles), à ceux que nous proposons d'appeler les « *eurosceptiques fantasmatisques* », mus par une hostilité viscérale au projet européen, et qui ont souvent une vision peu flatteuse de l'Europe. Parmi ces derniers, on trouverait d'une part les « *Little Englanders* » (l'expression existe en anglais), appartenant à des couches sociales plutôt modestes ou à de vieilles familles déchues, privilégiant un repli insulaire et cultivant en même temps une certaine nostalgie de l'Empire, et d'autre part les « *Hyperglobalists* », appartenant aux couches favorisées, très libéraux dans leur approche de l'économie et empreints d'un fort tropisme anglo-saxon et, en particulier, américain.

Tout n'est bien sûr pas si simple, et ces différentes postures se retrouvent toutes à la fois, à des degrés divers, chez beaucoup d'individus. Mais on aura sans doute avancé dans la compréhension du discours eurosceptique si l'on arrive à faire la part des choses entre ce qui relève du pragmatisme, ce qui relève des phobies des « *Little Englanders* » et ce qui relève de la phraséologie « *hyperglobalist* ».

(9) Ainsi qu'à protéger les routes commerciales et certaines zones stratégiques, comme les Dardanelles.

Pour aborder la composante fantasmatisque, il convient de se replonger dans l'histoire des relations entre la Grande-Bretagne et le continent, revisitée avec un certain regard anglais.

### LA GRANDE-BRETAGNE ET L'EUROPE : UN VIEUX SENTIMENT D'ESTRANGEMENT

Lorsque, au-delà des divergences dans l'interprétation de tel ou tel fait particulier, se dégage au sein d'un peuple une grille commune d'analyse des événements, on peut parler de vision de l'Histoire. Il existe à n'en pas douter une vision anglaise de l'Histoire, bien plus cohérente, homogène et largement partagée que ce qu'il pourrait y avoir d'analogue en France. Si l'on s'amusa à adopter, l'espace d'un instant, le point de vue d'un Anglais pour tenter de l'expliquer, on pourrait avancer l'argument que cette vision découle en droite ligne de plusieurs siècles d'une doctrine diplomatique assise dans la durée, et défendue par une succession d'hommes d'État ayant de la suite dans les idées, tandis que la France se débattait dans ses changements de régimes, et vivait ses engagements extérieurs sur le mode de l'aventure.

« *The wogs begin at Calais* » (« *au-delà de Calais, les barbares* ») : voilà bien, ramenée à son expression la plus crue, et au risque de la caricaturer, l'expression d'une certaine conception anglaise des choses. À la modération britannique, à la sagesse des institutions de la Couronne, s'opposent les errements d'un continent incorrigible et violent. De l'Invincible Armada de 1588 à la Bataille d'Angleterre de 1940, des complots papistes aux armées napoléoniennes, les Anglais ont pris l'habitude de voir dans le continent l'origine de beaucoup de leurs problèmes. D'où, dans les cœurs, une sensation d'« *estrangement* », de distance par rapport au reste de l'Europe, accentuée bien entendu par la géographie. D'où aussi, sur le front diplomatique, la tentation de l'isolement splendide, le rôle de la Grande-Bretagne se limitant dès lors à prévenir l'émergence d'une puissance hégémonique de l'autre côté de la Manche (9), les continentaux n'étant pas en mesure d'assumer ce rôle par eux-mêmes.

De cette histoire, et en particulier de leur résistance héroïque à Hitler, les Britanniques retirent une fierté inspirée par un sentiment de prestige moral (« *moral prestige* ») étranger à la plupart des autres nations européennes, et que l'on ne retrouve sans doute qu'aux États-Unis (10). Quel autre chef de gouvernement aurait pu déclarer, même si ce n'était qu'une

(10) Le parallèle entre les visions britannique et américaine de l'Histoire est frappant (sentiment de prestige moral, hésitations entre isolationnisme et interventionnisme), jusque dans ses causes explicatives (la Manche d'un côté, l'Atlantique de l'autre), cf. par exemple H. KISSINGER, *Diplomacy*.

Photo © THE ART ARCHIVE  
« Rien de bon n'est venu du continent... les bonnes choses ne sont venues que des peuples anglophones », Margaret Thatcher/Scarlett O'Hara dans les bras de Ronald Reagan/Rhett Butler. (Parodie de l'affiche du film *Autant en emporte le vent*, éditée par le International Socialist Party, en 1980)

boutade, que « rien de bon n'est venu du continent... les bonnes choses ne sont venues que des peuples anglophones », comme l'a fait Margaret Thatcher lors d'une conférence en marge des assises du parti conservateur, en octobre 1999 ?

En tout état de cause, la vieille vision anglaise du continent n'incite pas à l'euro-enthousiasme. L'analyse du discours eurosceptique actuel, et pas simplement radical, montre pourtant qu'elle est encore très présente.

Impossible en tout cas de se pencher sur les composantes fantasmagiques de l'euro-scepticisme britannique sans évoquer le sujet de la perception des deux principaux partenaires européens du Royaume-Uni que sont la France et l'Allemagne. Au-delà du recensement d'un catalogue un peu vieilli de clichés qui ne sont pas l'apanage des Britanniques, et reculent d'ailleurs à grands pas Outre-Manche, quelques éléments structurants méritent d'être évoqués ici.

## PERFIDES FRANÇAIS

Tout ou presque a été écrit sur les relations franco-britanniques, mélange séculaire de désamour et de fascination réciproques. Hasardons-nous à quelques remarques, cependant. Tout d'abord, on aurait tort de mesurer la prégnance de la question française dans la conscience collective anglaise à l'aune de la place qu'occupe l'Angleterre dans les esprits gaulois.

Pour schématiser, l'Anglais, s'il n'est peut-être pas tout à fait un voisin comme les autres (11), n'en est pas moins qu'un voisin parmi d'autres. Le Français a, au contraire, longtemps été pour les Anglais LE grand voisin, celui qu'on croisait sur son chemin dès que l'on franchissait la Manche. Le continent, l'Étranger, cela commençait par lui, dès Calais. Pendant des siècles, aucun autre pays n'a eu la proximité, ni la puissance, ni l'influence culturelle pour rivaliser sur ce terrain. La vision de la France s'est ainsi chargée, dans l'imaginaire insulaire, de tous les fantasmes liés à l'Étranger en tant que tel.

Certes, le temps est révolu où la Révolution française inspirait une sainte horreur à ses contemporains anglais, Burke en tête (12). Mais Margaret Thatcher – s'en souvient-on ? – n'en a pas moins boudé les céré-

(11) Certains historiens font remonter le début de la perception des Français d'eux-mêmes comme nation à la Guerre de Cent Ans, en réaction à l'occupation anglaise. L'Anglais, dans l'imaginaire collectif français, a donc très tôt tenu une place particulière.

(12) Edmund Burke (1729-1797), homme politique et philosophe britannique, est l'auteur des *Réflexions sur la Révolution en France* (1790). Lu à l'époque dans toute l'Europe, ce témoignage dénonce avec vigueur les dérives des révolutionnaires.

(13) On trouve ainsi dans le livre *The Rotten Heart of Europe: the Dirty Water for Europe's Money*, de Bernard CONNOLLY, ancien économiste auprès de la Commission européenne, un portrait typiquement « euros-

ceptique fantasmagique » des énarques. Leur fanatisation serait telle, écrit l'auteur, qu'elle aurait suscité la consternation d'« un expert sur les relations entre la culture et l'Etat sous l'Allemagne nazie » (*sic*). L'affaire elle-même du renvoi de Bernard Connolly de la Commission, suite à la publication de son livre en 1995, a d'ailleurs mis en émoi le monde eurosceptique. Une quinzaine d'articles du *Daily Telegraph*, étalés sur cinq ans, se sont employés à dénoncer la manière dont la Commission aurait bafoué le principe de la liberté d'expression, avec des titres tels que « La suppression par l'Union européenne de toute critique a des relents de fascisme » (*The Daily Telegraph*, 10 mars 2001).

monies du bicentenaire de 1989. Certes, on ne brandit plus aujourd'hui devant les enfants indisciplinés la menace de l'Ogre Boney, prompt à les dévorer en cas de mauvaise conduite. Mais Napoléon – on l'aura reconnu – n'est pas prêt à devenir populaire en Grande-Bretagne. Si on rappelle ces lieux communs ici, c'est qu'ils restent présents dans les mentalités et forment encore la trame d'une certaine littérature eurosceptique.

Absents lors de la signature du traité de Rome en 1957, certains Anglais n'ont pu s'empêcher de lire le projet européen comme le fruit d'une réflexion stratégique hexagonale visant à offrir à la France le cadre nécessaire à la réalisation de ses ambitions de « grandeur » (en français dans les textes), via une instrumentalisation de la puissance allemande rendue possible par les circonstances politiques. Qu'iraient faire les Britanniques dans ce jeu ?

D'autant que si les diplomates anglais sont réputés pour leur efficacité, les hauts fonctionnaires français suscitent eux aussi, outre-Manche, quelques craintes. Appuyés sur ce que les eurosceptiques considèrent comme une bureaucratie effrayante, ils semblent le produit d'une tradition étrangère, marquée par la toute-puissance de l'État (13).

Rien n'agace tant les Anglais, dans un même ordre d'idées sans doute, que les déclarations françaises sur la création d'un monde multipolaire ou sur tout ce qui pourrait ressembler à une prise de distance avec les États-Unis. Car, comme on le verra, le cœur de nombre d'eurosceptiques penche outre-Atlantique.

## LA PUISSANCE ALLEMANDE

L'Allemagne est entrée plus tardivement comme objet de fantasmes dans les consciences britanniques et l'on peut se hasarder à penser qu'elle n'a jamais véritablement détrôné la France en la matière.

La littérature eurosceptique ne manque pas cependant de véhiculer à son encontre des craintes et méfiances qui relèvent de cet ordre. Ainsi en est-il par exemple des références dans certains ouvrages ou sites web eurosceptiques au projet d'*Europäische Wirtschaftsgemeinschaft* qu'auraient eu les Allemands en 1942 (14). Dans le même ordre d'idées, il est étonnant de

« La suppression par l'Union européenne de toute critique a des relents de fascisme » (*The Daily Telegraph*, 10 mars 2001).

(14) Pour en avoir une illustration, cf. [www.silentmajority.co.uk/eurorealist/index.html](http://www.silentmajority.co.uk/eurorealist/index.html) ou encore *VIGILANCE: a defence of British liberty*, livre très radical et caractéristique du discours « Little Englander » extrême.



voir comment John Redwood, député conservateur de tout premier plan, puisque Secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie du Shadow Cabinet au moment de la parution de son livre, avance comme argument dans son pamphlet contre l'euro [cf. J. Redwood] le fait qu'Hitler, en son temps, voulait lui aussi instaurer une monnaie unique, entièrement adossée au mark. Étonnant à plusieurs titres, et en particulier révélateur de la manière dont les « *hyperglobalists* », dont l'auteur, ancien banquier d'affaires en finances internationales et fervent admirateur des États-Unis [cf. J. Redwood], est un représentant typique, flirtent avec les égarements des « *Little Englanders* ».

À titre complémentaire, mentionnons enfin le morceau de bravoure que l'on trouve dans un autre ouvrage [L. Jenkins] assez représentatif d'une certaine littérature eurosceptique fantasmagorique. On y apprend que l'Allemagne n'a pas fait mystère par le passé de ses ambitions hégémoniques, et que le projet européen ressemble étrangement à une réédition de ses anciennes tentatives, et plus particulièrement à l'unification – forcée – de l'Allemagne par la Prusse, au dix-neuvième siècle. Au départ, tout avait commencé comme avec la construction européenne, par une simple union douanière, le *Zollverein*. La technique, à en croire l'auteur, avait de beaux jours devant elle : « *Les hommes d'État prussiens apprirent à amadouer les plus petits États, en les laissant penser qu'ils garderaient leurs droits de souveraineté. À deux reprises, le Zollverein faillit s'écrouler et des méthodes de persuasion musclées furent nécessaires* ». Lorsque la Prusse se sentit suffisamment forte, sous Bismarck, les conquêtes par la force suivirent sans plus tarder...

CQFD, ou QED, comme diraient les Anglais ? La rigueur de la démonstration est pour le moins fragile, mais ce qui est sûr en revanche, c'est que le terreau fantasmagorique de l'euroscepticisme anglais est remarquablement fertile.

---

## LA SPECIAL RELATIONSHIP AVEC LES USA ET LE MONDE ANGLO-SAXON

Outre une certaine méfiance de l'Europe, qui les distingue des pragmatiques, « *Little Englanders* » et « *hyperglobalists* » partagent un fort tropisme anglo-saxon, orienté vers le Royaume-Uni et le Commonwealth pour les premiers, et plus particulièrement vers les États-Unis pour les seconds, prompts à mettre en avant la « *special relationship* » qui relie les deux pays.

---

(15) En novembre 1999, 59 % des Britanniques considéraient les États-Unis comme leur allié le plus sûr, contre 16 % qui choisissaient l'Europe (sondage The Economist). Pour mémoire, en avril 2003, 55 % citaient

Tous les grands exposés eurosceptiques – du discours de Bruges de Margaret Thatcher en 1988, considéré comme la référence en la matière, à l'allocution prononcée le 12 février dernier par le nouveau leader Tory Michael Howard à la fondation Adenauer de Berlin – insistent sur l'importance du lien transatlantique, et se plaisent à rappeler que l'Europe doit ses dernières décennies de paix, non pas à Bruxelles, mais à l'OTAN. La population britannique dans son ensemble continue d'ailleurs à voir en Washington l'allié le plus sûr de la Grande-Bretagne, très loin devant les pays européens (15). D'où la sensibilité eurosceptique à toute évocation d'un monde multipolaire, comprise comme un défi lancé aux Américains.

Plus récemment, le succès de l'économie américaine, comparé à la morosité continentale, est devenu l'un des arguments favoris de ceux qui pensent que le Royaume-Uni n'a pas fait le choix de la bonne équipe dans la compétition de la mondialisation. Et ces derniers de démontrer, chiffres à l'appui, que si l'Europe est le premier partenaire commercial du pays, il n'en va pas de même en termes d'investissements par exemple. Dans une économie marquée par l'abaissement des coûts de transport et un mouvement de dématérialisation, la géographie doit-elle être le critère premier d'association ? Ne vaudrait-il pas mieux privilégier la communauté de langue, de culture et de tradition juridique ? Certains eurosceptiques le pensent.

Un article de la revue *New Statesman* [cf. J. Lloyd] se faisait ainsi l'écho en mars 2000, de velléités de construction d'une union anglo-saxonne, défendue par des personnalités aussi diverses que Conrad Black, le propriétaire canadien du *Daily Telegraph*, John O'Sullivan, un ancien conseiller de Margaret Thatcher, et Lord David Poole, ancien conseiller politique de John Major.

---

## DU CENTRE DE L'EMPIRE A LA PÉRIPHÉRIE EUROPÉENNE : L'EXPÉRIENCE TRAUMATISANTE DU DÉCLIN

« *Out of Europe and into the world!* » : le slogan des partisans du « *Non* » au référendum de 1975 en dit long sur l'un des principaux ressorts de l'euroscepticisme anglais. Du centre de l'Empire à la périphérie européenne, l'adhésion à l'Europe est en effet venue, pour de nombreux Britanniques, sanctionner symboliquement un demi-siècle de déclin. Alors qu'un enfant né en 1910 apprenait encore la géographie sur une mappemonde au

la France comme leur allié le moins fidèle (sondage MORI). Faut-il y voir l'influence des désaccords sur la crise irakienne, ou plus simplement le résultat d'une gallophobie folklorique ?

quart couverte de rose, la Grande-Bretagne n'était plus, quelques années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, qu'une puissance européenne moyenne.

Pour la Belgique ou les Pays-Bas, entrer dans l'Europe, c'était à l'époque s'ouvrir sur le monde. Pour l'Allemagne, c'était reconquérir une légitimité sur la scène internationale. Pour la France, c'était un moyen d'acquérir une masse critique lui permettant d'exercer son influence.

Mais, pour le Royaume-Uni, entrer dans l'Europe, c'était en quelque sorte entériner la chute de l'Empire et passer d'une dimension mondiale à une dimension régionale, en abandonnant de surcroît une position centrale pour une situation périphérique et un rôle de moteur pour un statut de « *latecomer* » (pièce rapportée).

Comment ne pas comprendre que cela ait pu constituer le ferment d'une certaine crise identitaire ?

## LA PEUR DE LA PERTE DE SOUVERAINETÉ

De fait, l'euroscpticisme anglais, dans sa composante fantasmagique, cache mal, derrière le dénigrement du continent et la fierté d'être britannique, sa vocation défensive. On en trouve une illustration édifiante dans un autre livre de J. Redwood au titre évocateur, *The Death of Britain* [J. Redwood]. En quatrième de couverture, on y voit se détacher les mots suivants, en lettres d'or sur fond noir : « *IL EST ENCORE TEMPS DE SAUVER LE PAYS – ET IL EN VAUT LA PEINE* ».

La thèse développée par l'auteur est caractéristique du discours euroscptique fantasmagique : la Grande-Bretagne, après avoir repoussé avec succès pendant des siècles les armées continentales, se serait finalement laissée prendre au piège du droit. Et les Anglais, d'une manière générale, de frémir devant l'invasion quotidienne de leur droit coutumier et prétorien, à la souplesse rassurante, par une avalanche de directives européennes d'inspiration justinienne, voire napoléonienne (*my goodness !*), qui ne cachent pas leur ambition de graver dans le marbre des règles régissant les moindres détails de leur vie. L'inflation législative bruxelloise peut déjà avoir quelque chose d'inquiétant vue de France, mais vue d'un pays qui n'a pas de constitution écrite et qui limite, par tradition, ses textes de loi au strict minimum, ses quelque quatre-vingt mille pages sont proprement effrayantes.

L'euroscptique a ainsi l'impression d'être dans la situation du dormeur dans ces cauchemars où le sentiment d'impuissance condamne à une fuite en

avant angoissante (16). Ici aussi, impossible de faire machine arrière. En effet, une figure de technocrate français fait alors inmanquablement son apparition, répétant sans cesse ces deux mots, en français dans le texte : « *acquis communautaire, acquis communautaire, acquis communautaire...* ». Il n'existe pas de traduction anglaise de cette notion, rendue par là même encore plus étrangère et intimidante. Du reste, l'euroscptique déteste dans son ensemble ce charabia européen qui sent son français ou son allemand mal traduits. Pour s'en tenir à « *communautaire* », l'adjectif est repris tel quel en anglais, où il a le sens de « *favorable à l'intégration européenne* ». On peut ainsi dire : « *This diplomat is a very communautaire man* ». Tout cela n'est pas propice à l'appropriation du projet par l'homme de la rue, qui peut à la rigueur se sentir « *pro-european* », mais n'a pas particulièrement envie de se définir *a priori* comme « *a communautaire person* ».

Les malentendus se poursuivent avec la brûlante question du fédéralisme : alors qu'en allemand, le terme évoque plutôt une idée de décentralisation, il a en anglais (et en américain d'ailleurs) une connotation centralisatrice. Difficile dans ces conditions de clarifier le débat sur les questions de souveraineté, d'autant que le sentiment d'un certain déficit démocratique des institutions bruxelloises n'est pas fait pour réconcilier les euroscptiques, fantasmagiques ou pragmatiques, avec ce qu'ils considèrent, avant tout, comme une machine bureaucratique. Qu'ils soient « *soft* » ou « *hard* », modérés ou radicaux, ils n'acceptent pas la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés Européennes consacrant la primauté du droit européen sur les droits nationaux. Ainsi, 13 % des parlementaires *Labour* (20 % de sans opinion !) et surtout 69 % des parlementaires conservateurs (10 % de sans opinion) souhaiteraient la voir solennellement remise en cause par le moyen d'un « *act of Parliament* » [cf. D. Baker, A. Gamble, D. Seawright, N. Randall, *op. cit.*]. Lorsque l'on sait que le parti tory est un parti de gouvernement, cela mérite d'être signalé, même si l'on ne saurait tirer de conclusions trop rapides des résultats d'un simple sondage.

Il ne faut pas parler aux euroscptiques anglais de l'Europe des régions, car on ne saurait guère toucher de corde plus sensible. L'Europe cherche-t-elle à rouvrir la boîte de Pandore des luttes internes, encore présentes dans les mémoires et jusque dans la vie des partis (17) ? Alors qu'un Parlement écossais vient d'être institué, la France voudrait-elle rejouer la carte de l'*Auld Alliance* ? Voyons ce qu'en dit Bertrand Connolly, ancien fonctionnaire européen

(16) L'image a été utilisée récemment par Oliver Letwin, membre du Shadow Cabinet conservateur : « *[we will] Labour night and day to prevent the Government from sleepwalking this country into the European Constitution* » (*Vote No on Europe and a second referendum will be held, says Blair, The Daily Telegraph, 22/04/2004*).

(17) Le SNP (Scottish National Party) est le quatrième parti britannique, derrière le Labour, le parti conservateur et le parti libéral démocrate. Il réalise des scores importants en Écosse.

© Peter Willi-BRIDGEMAN

L'euroseptique a l'impression d'être dans un cauchemars où le sentiment d'impuissance le condamne à une fuite en avant angoissante alors qu'une figure de technocrate français fait immanquablement son apparition, répétant sans cesse : « *acquis communautaire, acquis communautaire, acquis communautaire...* ». (*Le cauchemar*, Henry Fuseli (1741-1825), Goethe Museum Francfort).

repenti, dans son livre témoignage [cf. B. Connolly]. Encore une fois, la référence à une certaine vision de l'Histoire est tout à fait caractéristique du discours euroseptique fantasmatique. Ainsi, à propos de Jacques Delors : « *Ses espoirs, manifestement, étaient que l'Europe soit gouvernée par*

*la Commission et, par conséquent, dominée par la France. La « régionalisation » de l'Europe aiderait à atteindre ce but, étant donné que ce processus, pour les hommes politiques et les bureaucrates français, conduirait beaucoup plus probablement à la dissolution de l'Allemagne et à celle du Royaume-Uni qu'à celle de la*



France. Cela ramènerait l'Europe à sa configuration durant le règne de Louis XIV, la période qui vit la plus longue domination du continent par la France »

Fort logiquement, l'euroscpticisme est d'ailleurs plus fort en Angleterre qu'en Écosse, au pays de Galles ou en Irlande du Nord [cf. D. Baker, A. Gamble, D. Seawright, N. Randall, op. cit. par exemple], et c'est sans doute encore plus vrai dans sa composante fantasmagorique, qui repose sur une mythologie essentiellement anglaise.

## LORSQUE LA PERTE DE SOUVERAINETÉ HEURTE DE FRONT LES SENSIBILITÉS IDENTITAIRES

Quelques anecdotes illustrent à merveille la sensibilité du terreau euroscptique, à commencer par l'affaire rocambolesque des « martyrs métriques de Sunderland ». De quoi s'agit-il ? En violation manifeste du droit imprescriptible des citoyens de sa Majesté à compter comme bon leur semble, l'application d'une directive européenne rendit du jour au lendemain (1<sup>er</sup> janvier 2000) illégal et passible d'une peine de prison de six mois et d'une amende de deux mille livres, le refus par les professionnels d'utiliser le système métrique, cet enfant de la Révolution française et des armées napoléoniennes ! La vague de protestation qui suivit fut de grande ampleur, surtout après la condamnation en première instance, puis en appel, de cinq commerçants de la petite ville de Sunderland, érigés en « martyrs métriques » par la presse – à commencer par le *Sun* bien sûr, puis le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph* et *The Times* (on retrouve ici les principaux journaux euroscptiques) – pour avoir voulu conserver les mesures impériales – encore une appellation riche en symboles (18).

L'émoi fut d'autant plus intense, dans cette affaire, que la résistance aux nouvelles dispositions légales était constitutive d'un délit pénal. Or, en la matière, les euroscptiques fantasmagoriques ne font pas confiance à l'Europe et craignent pour leurs chères libertés, comme le droit d'être jugé par un jury populaire, énoncé dès 1215 dans la *Magna Carta*, complétée par le *Bill of Rights* en 1689. D'où l'émotion suscitée chez eux par l'avant-projet de *Corpus Juris* européen présenté en avril 1997, visant à instaurer une procédure de poursuite des auteurs de fraudes au budget européen, sur le modèle inquisitorial français. Permettant de longues détentions préventives, en violation du

(18) Pour plus de détails sur cette affaire, voir les articles de la BBC accessibles à l'adresse <http://news.bbc.co.uk/1/hi/england/2129528.stm>. Le porte-parole de Fonds de Défense des Martyrs du Système Métrique y déclare : " Je pense que nous assistons à la mort de la démocratie dans ce pays ". Cf. également le site web du Fonds : [www.metricmartyrs.sage-web.co.uk](http://www.metricmartyrs.sage-web.co.uk)

principe de l'*Habeas Corpus*, ce texte était-il destiné à former l'embryon d'un nouveau code de procédure pénale à l'échelle européenne ? Les inquiétudes furent vives (19).

## FANTASMES OU PRAGMATISME ?

Il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que les euroscptiques anglais sont tous des « hyperglobalists » ou des « *Little Englanders* » mus par des craintes irrationnelles. Si le discours euroscptique fantasmagorique est en Grande-Bretagne remarquable par la constance de ses thèmes, une autre particularité britannique est l'existence, au cœur même de partis de gouvernement, d'une version pragmatique, constructive et non pas défensive, de l'euroscpticisme. Là encore, les choses sont compliquées et il est difficile chez les individus – impossible pour les partis – d'identifier clairement une position à l'exclusion de l'autre. Les deux sont néanmoins présentes.

L'euroscpticisme pragmatique est le miroir de l'approche, certes enthousiaste mais le plus souvent désenchantée, de la construction européenne qu'adoptent en Grande-Bretagne ses partisans eux-mêmes. Rares sont les hommes politiques britanniques, même europhiles, qu'on entendrait parler de l'Europe comme d'une « grande idée » à laquelle il conviendrait d'adhérer sur le mode de la foi, justement parce que c'est une grande idée. Rien ne répugne autant à l'esprit anglais, qui, comme chacun sait – les clichés sont parfois vrais –, préfère les certitudes concrètes aux conjectures abstraites. Peu sensibles à la notion de « souffle européen » et, pour ce qui concerne la justification du projet par la prévention de la guerre, préférant se fier à l'OTAN, les Britanniques ont sans doute plus que d'autres adopté un regard critique sur les différentes étapes de l'intégration et de l'élargissement, examinant chaque proposition de la Commission à la lumière de leur intérêt bien compris. C'est à n'en pas douter cet euroscpticisme-là, plutôt que l'autre, qui a animé l'action des conservateurs lorsqu'ils étaient au pouvoir, même si, dans leurs discours, une composante fantasmagorique s'invitait volontiers au détour de quelques phrases (20). C'est cet état d'esprit là qui a conduit Margaret Thatcher à négocier, en 1984, l'obtention d'un « *special rebate* », une remise spéciale, sur la contribution de son pays au budget européen, traitement de faveur qui dure encore aujourd'hui. Froissés par la construction européenne du fait de tout ce qui a été évoqué plus haut, certains Britanniques ont peut-être tout simplement manqué, à la différence de la plupart de leurs

(19) Cf. par exemple [www.silentmajority.co.uk/eurorealist/corpus\\_juris.html](http://www.silentmajority.co.uk/eurorealist/corpus_juris.html)

(20) Cf. par exemple le Discours de Bruges de Margaret Thatcher, déjà cité.

partenaires, d'une bonne raison, claire et facile à comprendre, d'adhérer au projet. Grâce à l'Europe, la France a eu la PAC, l'Allemagne la possibilité de revenir dans le concert des nations, le Portugal ou l'Irlande l'accès aux fonds structurels. Qu'ont eu les Anglais qui puisse s'expliquer simplement à la population ?

Lors de l'annonce de la tenue d'un référendum sur le projet issu des travaux de la Convention européenne, Tony Blair a, on l'a vu, expressément justifié sa décision par son souhait de voir s'instaurer un débat ouvert, rationnel, entre partisans et adversaires de la nouvelle constitution. Cette décision est à rapprocher du virage pragmatique qui est intervenu ces dernières années au sujet de l'adoption ou non de la monnaie unique. Lors de ses débuts à Downing Street, le Premier ministre répétait inlassablement, malgré l'hostilité de l'opinion (21), son objectif de passer à l'euro le plus vite possible, « *parce que l'euro est une bonne chose pour le pays* ». Depuis, il a choisi de dépassionner cet enjeu extrêmement sensible, en en reformulant habilement les termes : la Grande-Bretagne sera prête pour la monnaie unique lorsque les résultats de cinq tests macroéconomiques donneront satisfaction (22). Une manière, en rendant le problème très technique, de couper l'herbe sous le pied des tabloïds, peu enclins à entrer dans des batailles d'experts. Une manière également de replacer le débat là d'où il était peut-être sorti un peu rapidement, à savoir les bureaux des économistes.

Derrière ce nouveau pragmatisme, qui tranche, dans la méthode tout du moins, avec le lyrisme pro-européen du premier mandat de Tony Blair, certains croient deviner la marque du doute. La conséquence principale des cinq tests a en effet été de repousser l'adoption de l'euro au-delà de l'horizon du futur proche et, compte tenu des dispositions de la population britannique, le choix d'une ratification par référendum de la constitution européenne ressemble fort à un rejet. Le choix du pragmatisme, destiné à faire sortir du bois l'euro-scepticisme fantasmagorique, a par ailleurs comme corollaire l'abandon progressif par le Labour de son discours euro-enthousiaste, remplacé par un argumentaire nécessairement plus austère, qui conforte l'opinion de ceux qui défendent la thèse d'un essoufflement européen dans l'entourage du Premier ministre. Ils évoquent, sur le plan international, une certaine lassitude suite aux désaccords entre la Grande-Bretagne et quelques-uns de ses principaux partenaires sur la question irakienne, et sur la scène

intérieure la pression constante des eurosceptiques, dans les sondages, les partis et la presse (23).

Ces doutes sont probablement très exagérés. Le choix du pragmatisme et du débat rationnel est un choix courageux, qui témoigne d'une certaine conception de la vie démocratique. Non seulement la Grande-Bretagne, mais aussi l'Europe auront potentiellement tout à gagner à l'entrechoquement d'idées qui accompagnera la campagne.

Mais c'est un choix dangereux pour le Premier ministre. Dangereux, car les eurosceptiques anglais, même fantasmagoriques, sont les mieux armés d'Europe en matière d'argumentaire. Par opposition à l'attitude défensive des *Little Englanders*, les *hyperglobalists* n'hésitent plus aujourd'hui à passer à l'offensive, chiffres à l'appui (24). Le tout, sans rechigner, de temps à autre, à user des vieilles ficelles fantasmagoriques, dans un style piquant qui souvent ne manque pas de brio. Les convictions pro-européennes du Premier ministre et ses talents d'orateur suffiront-ils à retourner l'opinion britannique ? En n'opposant plus de rêve aux fantasmes de ses adversaires, Tony Blair recentre à juste titre le débat sur les vraies questions. Mais il prend le risque de négliger une des composantes essentielles du discours politique.

## BIBLIOGRAPHIE

- D. BAKER, A. GAMBLE, D. SEAWRIGHT, N. RANDALL, *Elite Party Based Euroscepticism in the UK: A Case of Fractured Consensus and Asymmetrical Attitudes*, The ECPR Joint Workshops, 2002
- P. TAGGART, A. SZCZERBIAK, *Crossing Europe: Patterns of Contemporary Party-Base Euroscepticism in EU Member States and the Candidate States of Central and Eastern Europe*, 2001
- J. FIRMSTONE, "Britain in the euro ?" : *British newspaper editorial coverage of the introduction of the euro*, Centre for european political communications, 2003
- A. MOTE, *VIGILANCE: a defence of British liberty*, Tanner Publishing, 2001
- J. REDWOOD, *Our Currency, Our Country: the dangers of EMU*, Penguin, 1997
- J. REDWOOD, *Stars and Strife: The Coming Conflicts between the USA and the European Union*, Palgrave, 2001
- L. JENKINS, *Britain Held Hostage: The Coming Euro-Dictatorship*, Orange State Press, 1997
- J. LLOYD, *The Anglosphere Project*, New Statesman,

(21) Hostilité confirmée depuis : dans un sondage effectué en juin 2003 par l'institut MORI, 38 % seulement des Britanniques se déclaraient favorables à l'adoption de l'euro, contre 57 % s'y opposant.

(22) Les cinq conditions énoncées par le chancelier Gordon Brown sont : la convergence de l'économie britannique avec celles de ses partenaires, une flexibilité suffisante du marché du travail, et un effet prévisible positif de l'euro sur, respectivement : l'investissement, le secteur des services financiers, la croissance et l'emploi.

(23) Même en tant que simple rumeur, la thèse avancée dans la presse britannique selon laquelle Tony Blair aurait cédé à un chantage exercé par la « Murdoch Press » en échangeant l'organisation du référendum contre un soutien aux prochaines élections législatives, en dit long sur la puissance prêtée aux lobbies eurosceptiques.

(24) C'est le cas, dans sa tribune hebdomadaire, de l'éditorialiste du très influent *The Economist* qui signe sous le nom de Charlemagne (cf. par exemple l'édition du 6 mai 2004, *Why threats to chuck Britain out of the European Union ring hollow*).

2000

J. REDWOOD, *The Death of Britain*, MacMillan Press,  
1999 B. CONNOLLY, *The Rotten Heart of Europe : the  
Dirty Water for Europe's Money*, Faber and Faber, 1995